

Mémoires et représentations de la déportation en Europe aujourd'hui

Colloque de l'Université de Strasbourg (Institut d'Etudes Politiques)

Mercredi 12 et jeudi 13 décembre 2012

Organisé par le Groupe FARE : Michel Fabréguet / Danièle Henky

Le projet de ce colloque s'inscrit dans la continuité d'une première journée d'étude organisée par l'équipe de recherche *Frontières, Acteurs et Représentations de l'Europe* (FARE) de l'Université de Strasbourg en décembre 2009 sur le thème des grandes figures du passé et des héros référents. Un des acquis de cette journée a mis en évidence l'importance de la césure représentée par les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale dans la transformation des figures et des stéréotypes des héros contemporains, suite en particulier à l'ampleur du traumatisme engendré par les pratiques criminelles et génocidaires du nazisme. Il paraît donc tout à fait stimulant de s'intéresser désormais aux mémoires et aux représentations de la déportation dans l'Europe la plus contemporaine, au cours des deux ou trois dernières décennies.

L'historien Tal Bruttman souligne à juste titre que le terme de « déportation » s'est imposé en France pour désigner « *les victimes des nazis acheminées vers les camps de concentration* », avec cette ambiguïté qu'il évoque, dans un premier temps, moins la détention que le déplacement, le transfert et l'éloignement. Mais ce terme a lui-même une longue histoire antérieure à la Seconde Guerre mondiale et renvoie à « *tout phénomène de masse touchant des populations civiles réduites en esclavage* », associant l'idée de peine au sens judiciaire et de travail forcé dans des circonstances particulièrement dures. En France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la définition législative du statut des déportés en 1948, le terme de « déportation » s'est par ailleurs trouvé au cœur de conflits de mémoires liés à des définitions de statuts juridiques, entre différentes catégories de victimes des politiques de répression, de persécution et du travail forcé mises en œuvre par le régime national-socialiste et ses satellites à l'intérieur comme à l'extérieur des camps de concentration *stricto sensu*. On en retiendra donc ici, délibérément, la définition la plus large en l'appliquant indifféremment aux camps de concentration proprement dits (KL), dans la dépendance de l'Inspection des camps (IKL), comme aux autres types de camps aux fonctions analogues à celles des KL, qui constituèrent un monde parallèle : camps d'éducation par le travail, prisons de police, camps de prisonniers de guerre édifiés à partir de 1941 sur ordre de l'OKW, mais aussi aux ghettos, camps de travail forcé pour les juifs, centres de mises à mort, camps d'extermination relevant de l'action Reinhardt et fermés à l'automne 1943, ou encore aux camps de tziganes, sans que la liste soit exhaustive.

L'objectif de ce colloque ne consistera donc pas à revenir sur les conflits de mémoires désormais bien identifiés en France entre les « héros » et les « victimes » de la déportation en deçà comme au-delà de la fameuse césure de la fin des années 1970, mais à s'interroger, dans une perspective résolument pluridisciplinaire conformément à l'esprit et à la pratique de l'équipe FARE, sur les mémoires et les représentations actuelles de la déportation en Europe.

- Quels sont les enjeux des mémoires de la déportation, définie dans son acception la plus large comme sanction répressive, persécution et travail forcé ?
 - Comment les différentes aires géographiques et nationales du continent peuvent-elles s'appropriier ces différents enjeux et que représentent ceux-ci pour elles ?
 - De quelle manière ces mémoires peuvent-elles entrer en résonance ou au contraire en confrontation avec les mémoires d'autres pratiques criminelles et génocidaires, en particulier sous les auspices des « totalitarismes » ?
 - De quelle manière ces mémoires entrent-elles désormais aussi en relation avec les notions d'Europe et de construction européenne ?
-
- Quelles sont les sources et les vecteurs (littéraires bien sûr, mais aussi cinématographiques et audiovisuels, associatifs, muséographiques sans oublier entre autres l'Internet) qui assurent la formation et la transmission de ces mémoires ? Par quels moyens, dans quels buts et avec quelle réception ?
 - Quelles représentations ces médias proposent-ils des figures et acteurs de cette époque historique et avec quels effets dans des domaines culturels aussi différents que l'art, la littérature et les sciences humaines ?
 - Qu'en est-il également du rapport de ces mémoires avec les pratiques scientifiques et cognitives, ou avec les revendications victimaires catégorielles dans les différentes aires géographiques et nationales du continent européen ?

La réflexion devra donc rester très largement inter- et pluridisciplinaire. Toutes les disciplines aux approches complémentaires s'inscrivant dans le champ des sciences humaines (histoire, littérature, philosophie, sociologie, sciences politiques, sciences de l'information et de la communication, sciences de l'éducation, sciences économiques...) se trouvent ici sollicitées.

Ce colloque se déroulera dans la **mercredi 12 et le jeudi 13 décembre 2012 à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg**. Les propositions de communication, composées d'un abstract comprenant entre 500 et 1000 signes au maximum espaces compris et précédées d'un titre, accompagnées d'une brève bibliographie devront être envoyées à Michel Fabréguet (michelfabreguet@noos.fr) et à Danièle Henky (daniele.henky@wanadoo.fr) pour le **15 mai 2012 au plus tard**.

Ces propositions seront examinées par un comité scientifique. Les auteurs des propositions retenues seront informés d'ici le **30 juin 2012**. Les actes du colloque feront ultérieurement l'objet d'une publication.